

LES CONFÉRENCES PARALLÈLES DE BARCELONE

Magali SLADKOFF*

L'Euroméditerranée de Barcelone ne s'est pas résumée aux deux grandes manifestations que furent la très officielle Conférence interministérielle et son corollaire civil, le Forum Euromed organisé conjointement par la Generalitat (Gouvernement Autonome catalan) et l'Union Européenne. Elle a aussi mis en scène un foisonnement d'initiatives et une multitude d'acteurs non-étatiques et d'intervenants. La diversité des manifestations qui se sont déroulées à l'occasion de la Conférence de Barcelone est à l'image de celle des acteurs concernés.

Il s'agit tout d'abord des *collectivités territoriales*. Les villes se sont réunies les 27 et 28 novembre lors de la Conférence des Villes de la Méditerranée (CVM), organisée sous l'égide de la Municipalité de Barcelone. Initiée par Barcelone et soutenue par Le Caire, Haïfa, Tunis, Marseille et Rome, la CVM a rassemblé 40 municipalités, dont vingt maires, du pourtour de la Méditerranée. Cette conférence s'est centrée sur la réalisation des six objectifs établis dans la déclaration finale d'une première CVM en mars 1995.

Au même moment s'est déroulée au Palais de la Generalitat, une réunion de l'*Association des Régions d'Europe* (ARE). De cette réunion résulte une déclaration approuvée par les présidents de 14 régions qui a été transmise à J. Solana, ministre des Affaires étrangères espagnol. Leur requête est formulée en ces termes : les régions demandent «*que dans la Déclaration finale de la Conférence Intergouvernementale Euroméditerranéenne de Barcelone et dans son Programme de Travail annexe soit introduit, avec clarté, le niveau régional [...]*», et d'autre part «*que l'Union Européenne reconnaisse l'établissement d'un réseau de coopération au niveau régional [...]*».

S'agissant des acteurs économiques, les *Chambres de Commerce* se sont réunies le 28 sous l'égide d'EUROCHAMBRES, Association des Chambres de Commerce et de l'Industrie européennes, et de l'ASCAME, Association des Chambres de Commerce et de l'Industrie de la Méditerranée. Elles ont manifesté leur volonté de contribuer à la politique méditerranéenne. Pendant ce temps, la réunion des *Foires de la Méditerranée* rassemblant treize institutions de foires méditerranéennes se soldait par la création de l'Association des Foires de la Méditerranée.

Des manifestations politiques sont également venues enrichir la palette des conférences non-étatiques. Ce fut notamment le cas de celle organisée par le Conseil Catalan du Mouvement Européen. Cette association pluraliste et indépendante est membre permanent du Mouvement Européen International. En organisant le colloque «*L'Europe et la Méditerranée*» le 27 novembre, le

(*) Diplômée IEP Aix-en-Provence, auteur d'un mémoire sur «*Les autres conférences de Barcelone*» (dir. J.R. Henry), 1997.

CCME a voulu apporter son appui au projet de partenariat euro-méditerranéen élaboré par la Commission Européenne. Fondamentalement différente, la *Rencontre euro-méditerranéenne des forces progressistes et de gauche* des 25 et 26 novembre a permis la constitution d'un programme commun s'appuyant sur deux principes fondamentaux : la solidarité de la riche Europe avec le Sud et une prise de responsabilité conjointement adoptée par l'ensemble des forces politiques du Sud.

En ce qui concerne les institutions de recherche, et plus spécialement la Fondation CIDOB, elles sont à l'origine de deux rencontres. La *réunion de travail des Centres de recherche et de documentation sur la Méditerranée* a suscité la constitution d'un réseau favorisant l'échange d'information entre les institutions représentées, supportant éventuellement des projets de recherche communs. Tandis que la *Rencontre internationale sur la population et les migrations méditerranéennes* a souligné la nécessité pour l'Europe d'assumer sa qualité de société multiculturelle et de défendre les droits des populations immigrantes au même titre que ceux des autochtones.

Les ONG se sont également manifestées. Elles sont à l'origine de la plus originale des initiatives : la *Conférence Méditerranéenne Alternative*. Véritable contrepoint de la conférence intergouvernementale, la CMA a revendiqué la création d'un pont de solidarité culturelle, politique et environnementale avec le Sud. Enfin, le Centre international de presse de Barcelone a organisé la conférence « *Vers une Télévision éducative-culturelle méditerranéenne* » : divers représentants de télévisions et d'organisations médiatiques méditerranéens ont pu débattre du projet de création d'un canal de télévision éducatif-culturel méditerranéen énoncé dans la « Déclaration de Barcelone ».

L'apport de cette multitude d'initiatives non-étatiques est incontestable. Cependant tous ces acteurs n'ont pas le même degré d'autonomie financière et politique. Et lorsque l'idée de contre-pouvoir perd de sa substance, il n'y a plus qu'un pas à franchir entre « l'alternatif » et « l'officieux » !